

Ministère de l'Économie et des Finances

§§§§§§§§§§

Direction Générale des Affaires Économiques



L'impact du Naira sur l'économie béninoise

Octobre 2016

Table des matières

SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	3
LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
AVANT-PROPOS	6
INTRODUCTION.....	9
1. CONTEXTE	10
1.1. LA CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE ET LA DEPRECIATION DU NAÏRA	10
1.2. CANAUX DE TRANSMISSION DES EFFETS D'UNE VARIATION DU NAIRA SUR L'ECONOMIE BENINOISE.....	12
2. ANALYSE DESCRIPTIVE DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE AU BENIN VIS-A-VIS DE LA DEPRECIATION DU NAIRA	13
2.1. EFFET SUR L'INFLATION	13
2.2. EFFET SUR LES RECETTES FISCALES	15
2.3. EFFET SUR LES ECHANGES EXTERIEURS ET LE TRAFIC PORTUAIRE	16
2.3.1. <i>Effet sur les échanges officiels</i>	16
2.3.2. <i>Effets sur le commerce transfrontalier</i>	18
2.3.3. <i>Effets sur le trafic portuaire</i>	21
2.4. EFFET SUR LES SECTEURS PRODUCTIFS ET L'EMPLOI	21
2.4.1. <i>Effets sur le secteur productif</i>	21
2.4.2. <i>Effets sur l'emploi</i>	26
3. ANALYSE D'IMPACT STRUCTURELLE	27
3.1. PRESENTATION DU MODELE	27
3.2. EFFET SUR LES SECTEURS PRODUCTIFS ET SUR LES ECHANGES EXTERIEUR	30
3.3. EFFET SUR L'INFLATION ET LES REVENUS DES MENAGES	31
3.4. EFFET SUR LES RECETTES	33
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	34
ANNEXES.....	38
ANNEXE 1 : RESULTAT DE L'ESTIMATION ECONOMETRIQUE DE LA COINTEGRATION DES TAUX DE CROISSANCE DES DEUX ECONOMIES.....	39
ANNEXE 2 : TABLEAUX SUR LE COMMERCE TRANSFRONTALIER.....	41

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BFU	: Bordereaux de Frais Unique
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CES	: Constant Elasticity of Substitution
CET	: Constance Elasticity Transformation
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
ICA	: Indice des Chiffres d'Affaires
ID	: Impôt Direct
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
LES	: Linear Expenditure System
MCS	: Matrice de Comptabilité Sociale
MEGC	: Modèle d'Equilibre Général Calculable
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
PIB	: Produit Intérieur Brut
RDM	: Reste Du Monde
SOBEBRA	: Société Beninoise de Brasserie
TVA	: Taxe sur Valeur Ajoutée
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Glissement mensuel des prix par fonction	15
Tableau 2: taux de croissance des recettes douanière en glissement annuel.....	16
Tableau 3: taux de croissance mensuel du chiffre d'affaire par branche d'activité	23
Tableau 4: Glissement annuel de l'indice des chiffres d'affaire par secteur.....	24
Tableau 5 : Effet sur les échanges extérieurs et la production	31
Tableau 6 : Effet sur les prix à la consommation	32
Tableau 7 : Effets sur les ménages	32
Tableau 8 : Variation des recettes fiscales	33
Tableau 9: Relevés des prix*	41
Tableau 10 : Relevés de quantités	42

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du cours du Naira en CFA	11
Graphique 2 : Evolution du taux d'inflation au Bénin	14
Graphique 3 : Evolution des Exportations	18
Graphique 4: Evolution de l'indice de la production industrielle.....	22
Graphique 5: Glissement annuel de l'indice de chiffre d'affaire.....	23

AVANT-PROPOS

Dans le courant du mois de septembre 2016, la DGAE a sollicité le soutien d'un groupe de consultants¹ pour réfléchir sur l'impact du naira sur l'économie béninoise. Les objectifs assignés à cette étude selon les termes de référence se résument comme suit :

- *analyser l'évolution du taux de change Naira/FCFA et la politique monétaire récente du Nigeria ;*
- *explorer les canaux de transmission des effets de la volatilité du naira sur l'économie béninoise ;*
- *identifier les secteurs d'activités les plus vulnérables aux fluctuations du naira et appréhender les effets sur ces secteurs ;*
- *appréhender les effets probables sur le cadre macroéconomique ;*
- *faire des propositions de mesures de politique économique de réactions aux fluctuations du naira.*

Les résultats attendus sont définis de la manière suivante :

- *l'évolution du taux de change Naira/FCFA et la politique monétaire récente du Nigeria sont analysées ;*
- *les canaux de transmission des effets de la volatilité du naira sur l'économie béninoise sont explorés ;*
- *les secteurs d'activités les plus vulnérables aux fluctuations du naira sont identifiés et les effets sur ces secteurs sont appréhendés ;*
- *les effets probables sur le cadre macroéconomique sont appréhendés ;*
- *des propositions de mesures de politique économique de réactions aux fluctuations du naira sont formulées.*

Pour répondre à ces deux exigences, l'approche utilisée par les consultants combine des méthodes qualitatives basées sur des analyses factuelles, et des méthodes quantitatives de type macroéconomique. Dans les méthodes qualitatives, les consultants ont effectué des visites d'observation et d'échange dans les corridors frontaliers entre le Bénin et le Nigéria, et ont organisé des interviews avec quelques chefs d'entreprise à Cotonou. En ce qui concerne les analyses quantitatives, ils ont procédé, en guise d'analyse conjoncturelle, à la collecte et à

¹ Il s'agit du Professeur John IGUE, Directeur scientifique du LARES, M. Epiphane ADJOVI, ancien Directeur de CAPOD, actuellement consultant indépendant, et Marius Idossou ADOM, Elève Ingénieur Statisticien

l'exploitation descriptive des données économiques en rapport avec cette baisse du cours du naira. Aussi, il fut procédé à une évaluation d'impact structurel à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable. Pour la situation, ce dernier distingue le Nigéria de « l'autre » reste du monde ; le taux de change étant une variable exogène d'arbitrage entre biens étrangers et nationaux, il permet d'effectuer une simulation de choc négatif de l'ordre de 50% de la valeur du naira.

C'est en se fondant sur ces deux méthodes que l'étude a été réalisée. Celle-ci souffre de quelques faiblesses qu'on tient à signaler ici. Ces faiblesses sont dues au manque d'une réflexion approfondie sur les politiques monétaires au Nigéria et sur les perspectives d'avenir de cette monnaie par rapport à sa situation actuelle. Une autre faiblesse est celle de l'incapacité pour les consultants d'évaluer, ne serait-ce que de façon approximative la quantité du naira qui circule sur le territoire béninois. Cet aspect est d'autant plus important que c'est le recyclage de cette monnaie nigériane détenue par les opérateurs économiques béninois à partir de l'importation des produits d'origine nigériane qui détruisent un pan entier de l'économie nationale aujourd'hui.

Une autre faiblesse de cette étude est l'incapacité pour la plupart des opérateurs économiques rencontrés à estimer en termes de valeur chiffrée les pertes qu'ils subissent aujourd'hui en relation avec la situation de crise qui affecte le Nigéria. Enfin, les consultants ont observé un écart important entre les données officielles et les réalités du terrain (exemple de l'indice de chiffre d'affaire de l'industrie agroalimentaire qui minimise les effets de la crise au vu de ses tendances alors que la SOBEBRA est au bord de la faillite).

Malgré ces faiblesses, les deux méthodes utilisées pour cette étude ont révélé que globalement, les indicateurs économiques réagissent négativement à cette baisse de la valeur du naira, excepté le taux d'inflation.

Les consultants profitent de l'occasion qui leur est offerte pour remercier monsieur MEDENOU Aristide, Directeur Général des Affaires Economiques et ses collaborateurs pour la confiance qu'ils leur ont témoignée en leur confiant cette étude.

Ils tiennent aussi à exprimer leur gratitude à toutes les personnes ressources rencontrées sur le terrain, tant dans les corridors frontaliers que dans les entreprises publiques et privées. Parmi

ces personnes, ils tiennent à mentionner monsieur Salim BAALBAKI, Directeur Général de SIAB, monsieur JEBELI Mehdi, Directeur commercial à TransAcier S.A., monsieur Narcisse AZA, Directeur de l'administration et du transit à SOTA BENIN, monsieur Sébastien Yves-Ménager, Directeur Général de la SOBEBRA, monsieur GADO SHEGOUN, Directeur des Recettes à la douane de Kraké, sa majesté HOMENOU GBEZE HOUNTON Ahoungbè, roi de Kraké, monsieur Elhadji Liamidi Gb. ADRAMA, chef de village de Kpoguidi-Owodé, monsieur Joseph AKPATA, ancien maire de Ifangni, monsieur OGUNTADE IRANLADE Placide, opérateur économique à Kétou, monsieur Martial ALAPINI, Directeur commercial à SEGUB et enfin madame Christelle Sèzan HOUENOU, responsable support client à SEGUB

INTRODUCTION

Depuis la deuxième moitié de l'année 2015, le Nigéria est confronté aux conséquences de la baisse du prix du pétrole sur le marché international et du sabotage des installations pétrolières par les rebelles du Delta du Niger. Ces situations loin de s'arrêter se sont plutôt amplifiées à tel point que le Nigéria est entré en récession ces derniers jours faute d'une croissance positive.

Cet état des faits a des conséquences dramatiques sur les recettes de l'Etat Fédéral à tel point que le Nigéria ne dispose plus de devises suffisantes pour importer les biens de premières nécessités et soutenir les secteurs vitaux de l'économie. Cela entraîne deux conséquences, la perte de la valeur du Naira, la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères et la baisse drastique du pouvoir d'achat des Nigériens.

Ces deux situations perturbent dangereusement les relations économiques du Nigéria avec ses voisins immédiats, notamment le Bénin dont un pan entier de l'économie est intimement lié au marché nigérian. Il en résulte la baisse drastique des recettes de l'Etat béninois estimée à plus de 20 milliards de Fcfa dans le secteur de la réexportation des denrées alimentaires et de 30 milliards Fcfa dans celui des voitures d'occasion. Les commerçants du marché Dantopka estiment à plus de 4 milliards de Fcfa les pertes qu'ils ont subies depuis le début de l'année 2016 du fait de la mévente engendrée par la crise du Naira sur leurs activités.

La situation ne fait que s'empirer avec la récession économique que connaît aujourd'hui le Nigéria. Selon les études menées par la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du ministère de l'économie et des finances, la perte de croissance au Nigéria est corrélée avec l'évolution de la croissance au Bénin. La situation que traverse actuellement le Nigéria est entrain de ruiner l'économie béninoise. C'est la raison de cette étude sur l'impact du Naira sur l'économie béninoise.

Le présent rapport qui rend compte des travaux réalisés dans le cadre de cette étude est structuré en trois parties principales. Dans un premier temps, le contexte de l'étude est décrit à travers la présentation de la crise économique et financière au Nigeria et la dépréciation du Naira. La seconde et la troisième partie sont respectivement consacrées aux effets à court et à moyen et long termes de la crise sur l'économie béninoise.

1. CONTEXTE

1.1. La crise économique et financière et la dépréciation du Naira

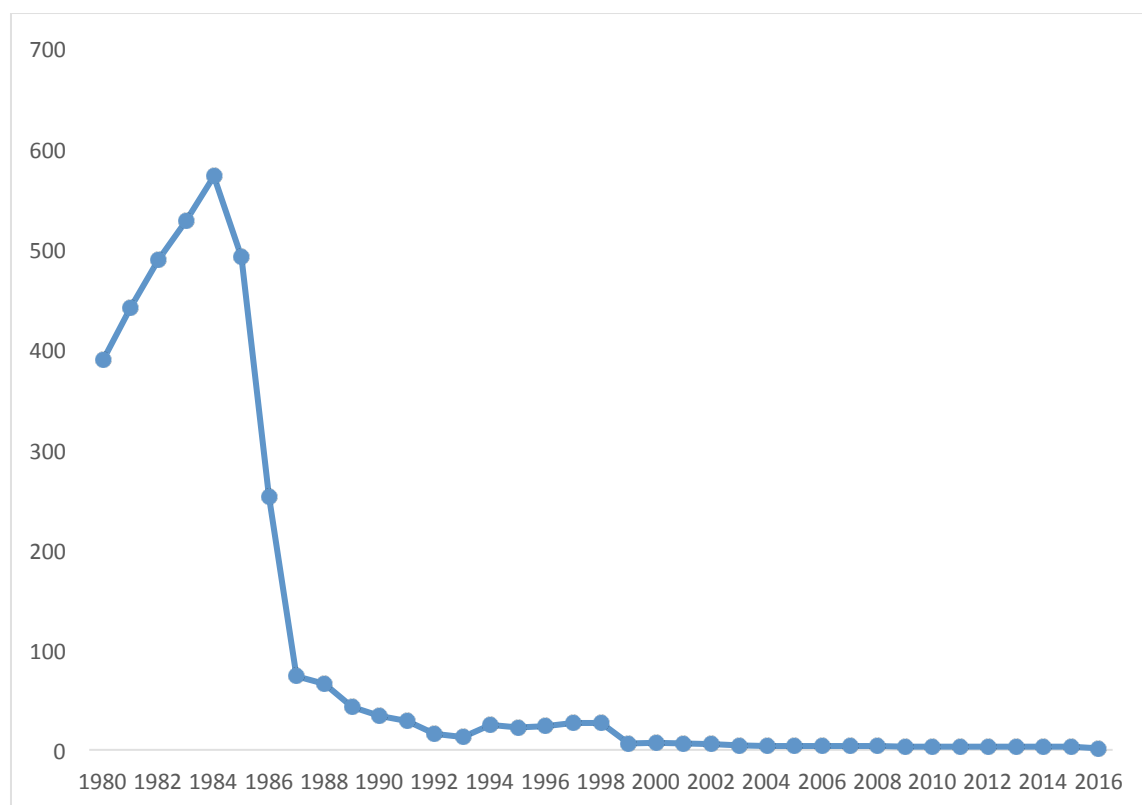
Après plus d'un an de tergiversation, les autorités nigérianes ont finalement autorisé le 15 Juin 2016, l'ajustement automatique de la valeur du Naira sur les marchés de change. Cette mesure est la conséquence de la crise économique et financière dans laquelle le pays est plongé suite à la chute des cours mondiaux du pétrole, qui compte pour environ 70 % des revenus de l'Etat et 90 % des réserves de devises étrangères du pays.

Les effets de cette crise sur l'économie nigériane et sur les populations sont nombreux. Le pays est entré en récession au second trimestre de 2016 et l'inflation a atteint en mai 15 %. Les réserves de change sont passées de 42,8 milliards de dollars US (37,9 milliards d'euros) en janvier 2016 à 26,7 milliards de dollars US en Juin 2016. Dans ces conditions, le gouvernement a dû se résigner à intervenir par le biais d'une réintroduction d'un taux interbancaire flexible sur le marché.

La conséquence automatique de cette mesure est une dépréciation importante de la valeur du naira vis-à-vis des devises étrangères et du FCFA dont le taux de change officiel est désormais proche de celui du marché noir, et une accentuation de l'inflation qui a dépassé les 17 % en Août 2016. Le Naira qui s'échangeait à 3 FCFA sur le marché informel en début de Juin 2015 est tombé à 1,5 FCFA en juillet 2016. Cette évolution du Naira a contribué à accentuer les effets que la crise que le Nigeria subissait sur l'économie béninoise.

Il faut préciser que le Naira dont la valeur tournait autour de 400 FCFA en 1980, a atteint les 600 FCFA en 1985 avant d'amorcer une chute qui va le conduire à un peu plus de 12 FCFA en 1993. Avec la dévaluation du FCFA en 1994 et jusqu'en 1997, le Naira connaît une appréciation avant de retrouver la tendance baissière qui va le conduire au cours actuel de 1,5 FCFA.

Graphique 1 : Evolution du cours du Naira en CFA



Source : BCEAO, et construction des auteurs

Cette évolution est la résultante d'une politique monétaire qui, ces dernières années, avait, entre autres, pour objectifs le maintien de la stabilité des prix et du taux de change et d'un niveau de réserves en devises suffisant.

C'est pourquoi au vu de la pression croissante sur les réserves en devises provenant de la contraction des cours du pétrole, le régime de change de « *flottement administré* » qui avait cours a été remplacé, en mars 2015, par un ancrage au dollar américain au taux de 197 nairas pour un dollar. L'ancrage d'une monnaie locale à une monnaie étrangère contraint les banques centrales à défendre cette parité essentiellement en puisant dans leurs réserves en devises et en restreignant l'accès aux devises.

En juin 2015, le gouvernement nigérian a décidé de restreindre l'accès aux devises via la Banque Centrale à l'importation de 41 produits spécifiques, dont des produits alimentaires (riz, margarine, huile...) et industriels (plastic, caoutchouc, métaux...). Cette mesure devait infléchir la baisse des réserves de change et donner un coup d'accélérateur à la production industrielle locale dans le cadre de substitutions aux importations.

L'échec de cette mesure a conduit à la prise de la mesure d'ajustement automatique de la valeur du Naira sur les marchés de change.

En résumé, on peut retenir que cette dépréciation monétaire et la baisse du pouvoir d'achat des Nigériens n'a pas manqué d'avoir des effets importants sur les économies de région de l'Afrique de l'ouest et, plus particulièrement, sur l'économie béninoise. En dehors des effets de court terme, on peut assister à des impacts plus structurels si la crise et l'option de flexibilité dans le change de la monnaie du Nigeria se poursuivent de manière durable.

1.2. Canaux de transmission des effets d'une variation du Naira sur l'économie béninoise

Afin de mieux comprendre les effets de la crise au Nigéria et de la dépréciation du Naira, la démarche adoptée concerne d'abord la recherche l'existence de liens entre la croissance au Nigéria et au Bénin. Les canaux de transmission du choc de la monnaie nigériane sur l'économie béninoise sont ensuite présentés.

S'agissant des liens entre la croissance dans les deux pays, une relation de cointégration entre le logarithme des deux taux de croissance a été estimée. Les résultats en annexe 1 confirme l'existence d'une relation de court terme et d'une relation de long terme. Ainsi, une augmentation de 1% du taux de croissance au Nigéria va de paire avec une augmentation de celui du Bénin de 0,14% à court terme et de 0,52% à long terme.

La dépréciation du Naira agit directement sur le prix des produits nigériens au Bénin et sur le prix en FCFA reçu par les exportateurs. De ce fait, le choc favorise les importations en provenance du Nigéria au détriment de la production nationale et des autres importations. Cette variation des prix à l'importation et à l'exportation agit sur les échanges extérieurs du Bénin (avec le Nigéria et le reste du monde) et sur les performances des entreprises béninoises (aussi bien celles qui sont tournées vers le marché local que celles qui exportent vers le Nigéria). Suivant l'ampleur du choc, on peut avoir des impacts néfastes sur l'emploi.

La dépréciation rapproche beaucoup plus les cours officiels de ceux observés dans le secteur informel. Dans le cas où on assiste à une dépréciation les deux taux sont très voisins, et on constate alors que la part du trafic formel devient beaucoup plus importante.

Un autre canal, qui peut être traité d'indirect, passe par la perte du pouvoir d'achat des Nigériens consécutivement à l'inflation. Elle conduit à la baisse de la demande pour les produits étrangers et, dans le cas du Bénin, des produits de la réexportation. La conséquence est la contraction de l'activité portuaire et du revenu des acteurs de la réexportation.

A propos de ces activités de réexportation, les conséquences de la crise nigérienne sont significatives. Il y a d'un côté la baisse des activités de transit de l'ordre de 54 % en 2015 et 2016. De l'autre, celle des importations des produits clés la réexportation comme le riz, l'huile végétale et les véhicules d'occasion.

2. ANALYSE DESCRIPTIVE DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE AU BENIN VIS-A-VIS DE LA DEPRECIATION DU NAIRA

La crise économique et financière qui frappe le Nigéria depuis la chute des revenus pétroliers et la dépréciation du Naira ont eu des effets sur l'économie béninoise qui commencent à apparaître dans l'évolution des données macro-économiques et sectorielles. Ce sont ces évolutions, qui peuvent être traitées d'effet de court terme, et qui sont analysées dans cette partie.

2.1. Effet sur l'inflation

Un des effets attendus de la dépréciation du Naira sur l'économie béninoise concerne l'évolution des prix. En effet, le Nigéria est un des principaux partenaires commerciaux du Bénin. Avec la dépréciation de sa monnaie, on escompte une baisse des prix des biens et services importés de ce pays en monnaie locale. Ainsi, les consommateurs béninois seront désormais tournés vers les produits nigériens, moins chers (effet prix). Quelques relevés des importations nigérianes dans les corridors frontaliers attestent bien de cela (cf. Tableau n°3 joint en annexe).

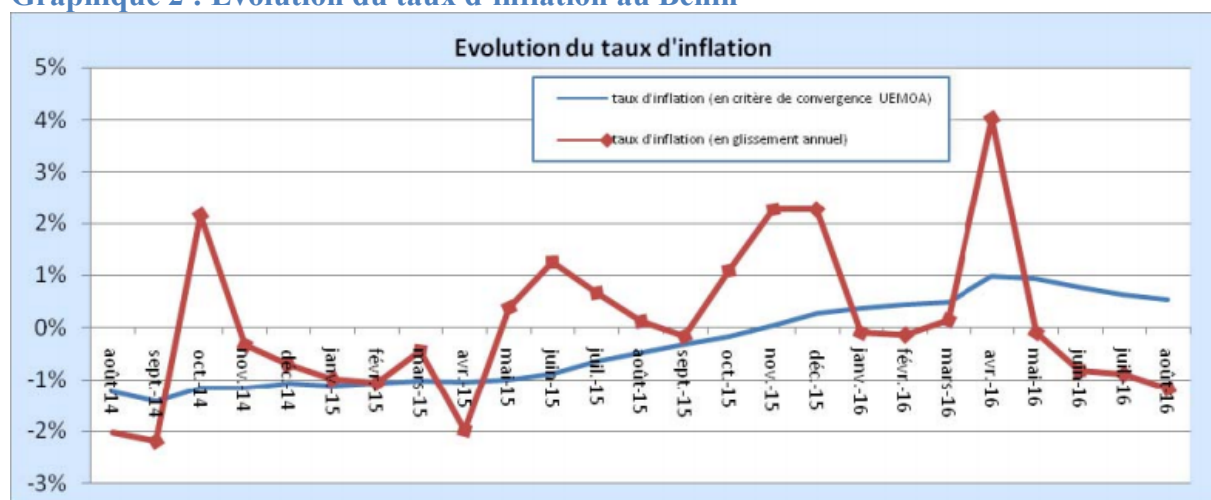
De ce tableau, on constate la substitution de certains produits originaires du Nigéria aux produits béninois. C'est le cas de la bière et dans une certaine mesure du ciment. Par ailleurs, le prix de l'essence de contrebande, après des fluctuations importantes depuis le début de

l'année, s'est stabilisé à un niveau suffisamment bas (275 FCFA le litre). La question qui se pose est de savoir si ces évolutions sont significatives et modifient le niveau général des prix.

Au Bénin, l'outil de mesure de l'évolution des prix est l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC). A travers une catégorisation des biens de consommation en 12 groupes, il permet d'appréhender au-delà de la variation globale des prix sur le marché, les postes qui contribuent à cette fluctuation.

L'analyse de l'IHPC depuis juin 2016 confirme la tendance baissière attendue de l'inflation, après la décision des autorités monétaires nigérianes d'adopter un régime de change flottant. De 115,1 en mai 2016, l'IHPC a connu une chute continue pour atteindre 110,2 en août 2016. Le taux d'inflation s'affiche à -2,0% en août 2016, principalement en relation avec la baisse des prix des « *Produits alimentaires et boissons non alcoolisées* ». Cette fonction est également prépondérante dans le fléchissement des prix des produits consommés au Bénin calculé en glissement annuel, au même titre que les « *Transports* », les « *Articles d'habillement et chaussures* » et les « *Meubles, articles de ménage et entretien Courant* ». En conséquence, les prix à la consommation ont enregistré un repli de 1,2% par rapport à la même période de l'année 2015. En variation annuelle, le recul des prix à la consommation observé en août n'est que la suite d'un fléchissement entamé depuis le mois de mai 2016. Après le pic de +4,0% noté en avril 2016, l'indice est entré dans une phase de baisse progressive, dont l'ampleur va de 0,1% en mai; 0,8% en juin et en juillet à une baisse de plus grande ampleur en août.

Graphique 2 : Evolution du taux d'inflation au Bénin



Source : INSAE, août 2016

Les principales fonctions impactées sont le transport, les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (à partir de Juillet) et les articles d'habillement.

Tableau 1 : Glissement mensuel des prix par fonction

	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	8,89	12,53	5,79	-5,09	-5,15
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,62	0,66	0,55	0,36	0,13
Articles d'habillement et chaussures	0,18	0,20	-1,70	-1,89	-1,89
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,09	0,80	1,68	-0,57	-3,43
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	0,10	0,10	-0,01	-0,43	-0,46
Santé	0,03	0,03	0,03	1,05	1,09
Transports	10,87	1,53	-22,53	-5,91	-8,26
Communication	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	0,00
Loisirs et culture	0,05	-0,15	-0,13	-0,62	-0,60
Enseignement	0,44	0,44	0,44	0,44	0,44
Restaurants et Hôtels	0,77	0,77	0,77	0,86	0,86
Biens et services divers	-0,02	-0,02	-0,29	-0,31	-0,19
Variation moyenne	1,83	1,41	-1,29	-1,01	-1,46

Source : Calcul des auteurs à partir des données de l'INSAE

On note alors que le consommateur béninois a ressenti les premiers effets de la perte de valeur de la monnaie nigériane via le coût de l'essence. La plupart des Béninois alimentent leurs moteurs avec l'essence de contrebande plus connu sous le nom de l'essence kpayo. La baisse du prix de ce produit au Bénin induit de facto, une réduction des coûts du transport.

2.2.Effet sur les recettes fiscales

L'analyse des données sur les recttes douanières montre que celles-ci sont en baissent depuis le début de cette année comparativement à l'année 2015. En effet, au mois de janvier 2016, elles sont en baisse de 30% par rapport à janvier 2015, soit une baisse de 8 milliards 776

millions de francs CFA ; en février 2016 cet écart relatif s'établit à 10,7%, pour se creuser à nouveau jusqu'à 17,4% en mars. Avec 9,5% et 5,6% de baisses relatives aux mois d'avril et mai 2016 respectivement par rapport aux mêmes mois de 2015 la tendance baissière s'amortissait jusqu'en juin 2016 où elle plonge encore à 18,2% pour un montant de près de 6 milliards 139 millions en dessous du niveau des recettes de juin 2015. Cette nouvelle plongée peut être liée à la crise du naira.

Tableau 2: taux de croissance des recettes douanière en glissement annuel

	ANNEE 2013	ANNEE 2014	ANNEE 2015	ANNEE 2016
JAN	10,2	-2,5	10,6	-29,0
FEV	-8,3	7,8	8,8	-10,7
MARS	14,2	-14,2	9,5	-17,4
AVRIL	28,3	-2,7	0,1	-9,5
MAI	8,6	-11,1	13,2	-5,6
JUIN	1,2	-5,8	22,3	-18,2

Source : calcul de l'auteur à partir des données de la douane

2.3. Effet sur les échanges extérieurs et le trafic portuaire

Une distinction est faite dans cette partie entre le commerce transfrontalier qui est la plupart du temps non officiel et le commerce enregistré ou officiel.

2.3.1. Effet sur les échanges officiels

Les statistiques du commerce extérieur de l'INSAE classent le Nigéria en 6^{ème} position de destination des exportations du Bénin au 1^{er} trimestre 2016 avec 3,9% du total des exportations ; et 4^{ème} au second semestre avec une proportion relative de 8,0%.

Le Bénin est un pays très ouvert au reste du monde, eu égard à la place importante du commerce dans le PIB (61% en moyenne sur la période 2011-2013) et à la variété des partenaires commerciaux composant les échanges extérieurs du pays. On y retrouve des pays appartenant à divers espaces géographiques (Europe, Asie, Amérique...), de divers niveaux de développement (les pays développés, les pays sous-développés ainsi que les pays

émergents tels que la Chine et l'Inde). De même, le pays de l'Afrique de l'Ouest appartient à plusieurs regroupements tels que l'OMC, l'UEMOA, la CEDEAO ; en implémentant des politiques commerciales communes avec les deux derniers cités.

Les échanges extérieurs du Bénin se caractérisent par une balance commerciale structurellement déficitaire. Depuis des années, la faible compétitivité des exportations béninoises associée à leur faible diversification empêchent celles-ci de compenser les importations. En 2014, le solde de la balance commerciale est déficitaire, en aggravation de 11,6% par rapport à 2013 (Source : INSAE).

La dévaluation du naira intervenue en juin dernier ne devrait pas être bénéfique à la balance commerciale du Bénin avec le Nigeria. D'abord, les produits nigériens, désormais moins chers, s'exporteront facilement au-delà des frontières du pays et donc au Bénin. La baisse de la valeur du naira s'accompagne donc d'une augmentation des importations du Bénin en provenance du *géant d'Afrique* comme l'indique le tableau n°3.

Ensuite, la surévaluation du FCFA vis-à-vis du naira entrainera une perte de compétitivité-prix des produits béninois facturés en naira. En conséquence, les exportations du Bénin à destination du *géant ouest-africain* rapporteront moins de revenu exprimé en francs CFA aux exportateurs. Cela peut conduire à une contraction des exportations vers le Nigéria.

Cet effet-prix résultant de la dévaluation du naira s'accompagne aussi d'un effet volume. La baisse des prix des produits du Nigéria est suivie non seulement d'une augmentation des quantités importées en provenance de ce pays mais aussi d'une palette plus élargie des biens et services vendus par le Nigéria au Bénin.

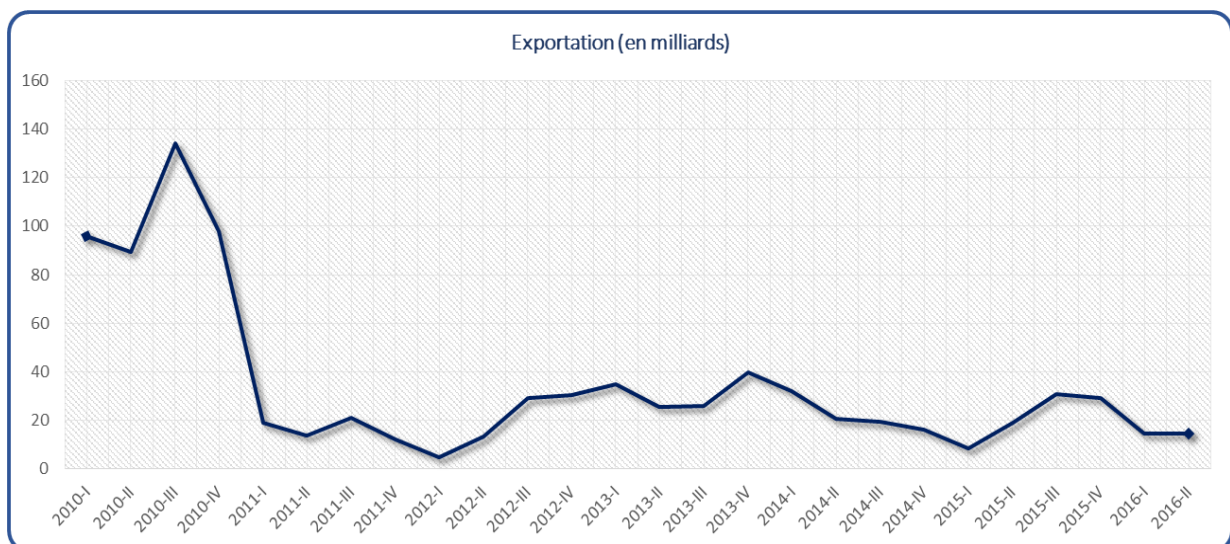
En somme, la dépréciation du naira est bénéfique aux importations (en naira) mais dessert les exportations (en naira). La balance commerciale du Bénin vis-à-vis du Nigeria s'annonce déficitaire. Un déficit qui devrait creuser un peu plus la balance globale.

A titre d'exemple, tous les produits alimentaires qu'exporte le Bénin en direction de ce pays ont vu leur prix augmenter de 18,6% selon la Banque Centrale du Nigeria. Il s'agit notamment du riz, de l'huile, du sucre.

Les données des derniers mois sur le commerce extérieur confirment-ils cette tendance ?

En effet, les exportations officielles du Bénin à destination du Nigéria ont gardé un niveau relativement stable entre le troisième trimestre 2012 et le quatrième trimestre de 2013 autour d'une moyenne de 30,8 milliards. Elles ont ensuite connu une baisse continue durant toute l'année 2014 pour chuter à 8,4 milliards au premier trimestre de 2015 où elle amorce de nouveau une croissance très forte pour les deux semestres suivants. Mais depuis le troisième trimestre de 2015, nous assistons à une rechute de la valeur des exportations vers le Nigéria. Entre les troisième et quatrième trimestres de 2015, elles sont passées de 30,7 milliards à 29,2 milliards, soit une **baisse de 5,1%** ; puis à 14,4 milliards au premier trimestre de 2016, soit une baisse de **50,7%** (voir graphique ci-dessous). Entre les premier et second trimestres de 2016, il n'y a pas de changement remarquable.

Graphique 3 : Evolution des Exportations



Source : données de l'INSAE et construction des auteurs

2.3.2. Effets sur le commerce transfrontalier

Les relations commerciales entre le Bénin et le Nigéria sont entretenues de façon prépondérante par les acteurs du secteur informel. Les flux financiers relatifs à ces échanges se font par l'intermédiaire du marché parallèle de change. Par ailleurs, la plupart des zones frontalières avec le Nigéria ont adopté le naira comme monnaie d'échange. Dans le cadre de l'étude de l'impact du Naira sur l'économie béninoise, des tournées d'observation et

d'échange avec des acteurs ont été faites les 07, 08 et 09 septembre 2016. Les lieux visités sont : Sèmè Kraké, Ifangni-Igolo, Owodé et Kétou-Ilara.

Au poste de douane frontalière de Sèmè Kraké, le responsable estime que depuis la baisse drastique du cours du naira, aussi bien les réexportations vers le Nigéria que les ressources douanières sont en baisse sensible. En effet, les quantités de produits alimentaires, de matériel électrique, de ventilateur, de batterie de voiture, de plastiques et de pile en transit vers le Nigéria ou en importation du Nigéria sont en diminution en raison d'une part de la baisse du pouvoir d'achat au Nigéria induite par la dépréciation de la monnaie et d'autre part en raison de la morosité économique qui s'en suit au Bénin et des mesures de restrictions en vigueur aux frontières pour tenter de sauver la compétitivité des produits nationaux. En conséquence, les objectifs de recettes douanières du poste de douane de Kraké connaissent de difficulté quant à leur atteinte. Alors que le taux de réalisation des prévisions en la matière n'est jamais descendu en deçà de 80%, en tout cas depuis fort longtemps, il est révisé pour cette année à 75%.

Pour les notables de Kraké, la compétitivité des produits de la SOBEBRA est aujourd'hui menacée face à la baisse des prix des boissons en provenance du Nigéria. L'une des faiblesses essentielles de la SOBEBRA serait la longueur de la chaîne de distribution des produits. Les jeunes et les femmes sont attirés par le commerce des produits importés du Nigéria alors que ceux-ci sont interdits aux postes de douane des frontières. En dehors des boissons, sont aussi en provenance du Nigéria à un prix plus compétitif les matériaux de construction tels que le ciment Dangote, les carreaux, le fer, les tôles et les contre plaqués. Il en est de même des pâtes alimentaires *Matanti*. Le roi de Kraké observe que les exportations et réexportations de produits de tout genre sont en baisse à cause de la baisse du cours du Naira, et les conséquences se propagent entraînant la morosité économique amorcée depuis peu. Les mesures de rigueur entreprise à la frontière ne font qu'augmenter la fraude – favorisée par la porosité des frontières avec le Nigéria – et alimenter des tensions et conflits entre les partenaires Béninois et Nigériens.

A Igolo, des produits de tout genre rentrent sur le territoire béninois en provenance du Nigéria à un prix plus bas que leurs équivalents nationaux (cf. tableau n°2 relatif au relevé de prix). Les boissons, les matériaux de construction (ciment, fer, tuile), pièces détachées de motos et de véhicules, les traditionnels produits pétroliers et même les œufs en provenance du Nigéria

coûtent beaucoup moins chers aujourd'hui que les produits béninois. Les acteurs directement impactés sont les commerçants formels et informels, les transporteurs, les cambistes, l'Etat à travers les recettes douanières et les collectivités locales. La mairie d'Ifangni enregistre aujourd'hui la baisse depuis cette crise du Naira des recettes locales de la commune sur les entrepôts de voitures d'occasion de Banigbé autrefois estimées en moyenne à 60 millions de francs CFA par an. Du côté des ménages, on reconnaît deux effets : ils sont favorisés d'une part par la baisse des prix de certains produits de consommation, et sont défavorisés d'autre part par la baisse des revenus des activités productives. Mais globalement ils sont perdants car pour bénéficier des premiers avantages il faudrait disposer d'un pouvoir d'achat stable et relativement élevé.

A Owodé également comme ailleurs, les boissons sont essentiellement nigérianes et commercialisées avec la monnaie nigériane. En dehors des boissons, le ciment nigérian faisait partir des produits qui entraînent à Owodé jusqu'en mars 2016. Depuis lors, les rafles des douaniers aux frontières contribuent à baisser considérablement les trafics des commerçants. Ainsi, l'activité des cambistes à Owodé est morte. Celle-ci était capable de générer jusqu'à 40 mille francs CFA de bénéfice individuel par semaine.

Les effets relevés dans le corridor frontalier de Kétou-Ilara sont les mêmes qu'ailleurs à quelques différences près. Des boissons et des matériaux de construction font l'objet de géants entrepôts dans la partie nigériane d'Ilara. L'entrepôt du ciment n'est plus bien fourni depuis le 06 septembre dernier, date à laquelle le groupe Dangote a rehaussé le prix du ciment à la tonne d'environ 6000F CFA annulant ainsi la compétitivité de ce produit dans ce corridor. Cette baisse de compétitivité du ciment est aussi due à l'appréciation du taux de change FCFA/Naira de 0,1 point. Cependant, l'exportation des produits vivriers de la zone de Kétou vers le Nigéria continue toujours avec sa quantité habituelle d'environ 10 à 15 camions de vivriers par jour.

En somme, les corridors frontaliers sont quasiment imbriqués dans le Nigéria. Partout dans ces corridors frontaliers, la monnaie d'échange est le Naira et les transactions se font essentiellement en cette monnaie. Ces corridors sont plus dépendants du Nigéria que du Bénin en termes de leurs besoins essentiels. Cette forte dépendance constitue un canal de transmission des effets de conjoncture économique du Nigéria sur le Bénin. La baisse du cours du naira a engendré en conséquence une exportation massive des produits nigériens

(boissons, pâtes alimentaires, semoule, pièces détachées, matériaux de construction et carburants) vers le Bénin à des prix très compétitifs², en mettant à mal les secteurs économiques nationaux. Les acteurs économiques béninois engagés dans ces relations économiques avec le Nigéria réalisent d'importants profits dans cette période de crise sans toutefois s'acquitter de leur devoir vis-à-vis de l'Etat. Par contre, ceux qui sont dans les branches productrices sont obligés de faire face à une concurrence à laquelle ils ne sont pas préparés. Il urge donc que les autorités politiques et économiques réfléchissent à la question et trouvent des voies de sortie, car à terme c'est toute l'économie qui en partira, et avec elle la vie sociale.

2.3.3. Effets sur le trafic portuaire

Le port autonome de Cotonou est un véritable levier de l'économie béninoise. Environ 90% des échanges extérieurs du Bénin passent par le port qui génère 80 à 85% des recettes douanières du Bénin et 45 à 50% de ses recettes fiscales³. C'est en raison de cette importance prépondérante dans l'économie nationale que d'aucuns considèrent le port comme son « poumon ». Que ce soit à sa création ou lors de ses extensions, l'une des missions principales du port autonome de Cotonou est de désengorger le port de Lagos. C'est aussi l'une des raisons des transits massifs vers le Nigéria. La baisse du pouvoir d'achat et de la demande en importation au Nigéria aura pour conséquence de réduire ces trafics qui animent le port de Cotonou. Que ce soit les trafics portuaires de marchandises de réexportation ou d'articles de transit, tous vont partir à la dépréciation du Naira.

2.4. Effet sur les secteurs productifs et l'emploi

2.4.1. Effets sur le secteur productif

Pour appréhender l'évolution des performances des secteurs productifs de l'économie en relation avec la crise du naira nous utilisons l'indice harmonisé de la production industrielle calculé par trimestre par l'INSAE et l'indice mensuel des chiffres d'affaire de la DGAE.

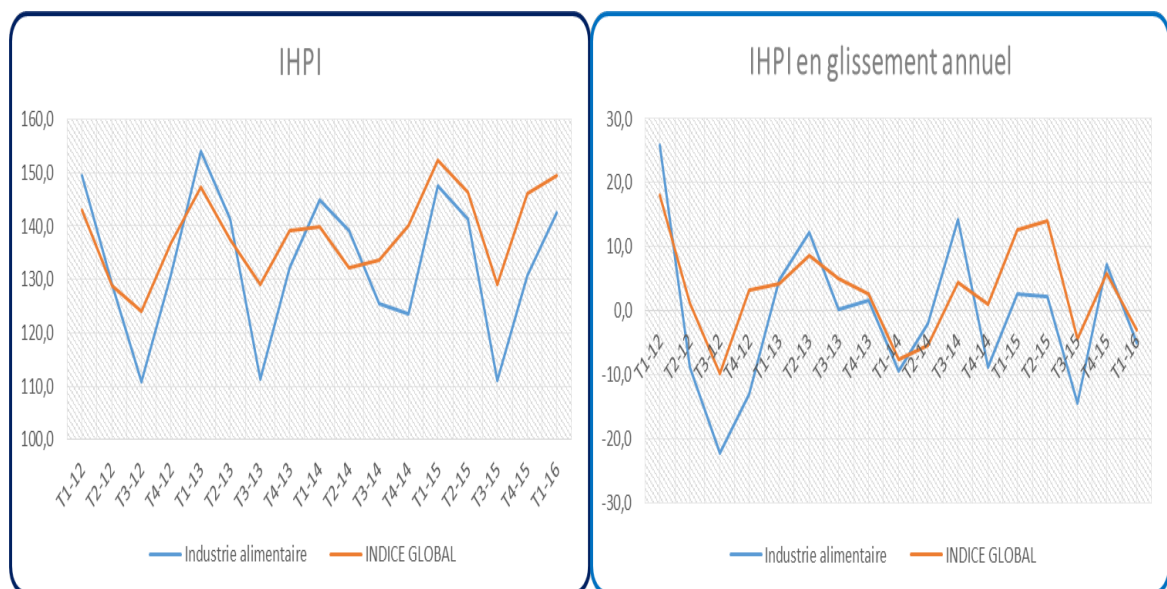
L'indice de la production industrielle nous renseigne sur l'évolution de l'activité industrielle au Bénin jusqu'à la fin du premier trimestre 2016, c'est-à-dire bien avant la chute du naira.

² Voir tableaux des relevés de prix et de quantités en annexe

³ Evolution du Port de Cotonou et contribution au développement économique du Bénin, Communication du Panel 2, Appolinaire VISSIENNON, août 2015.

Néanmoins, cela nous permet d’appréhender l’évolution des affaires depuis la phase de la morosité économique au Nigéria qui a conduit à la crise du naira. L’indice se présente comme l’indique le graphique 4. Nous constatons durant l’année 2015, que le secteur des industries en général et la branche des industries alimentaires en particulier ont connu une baisse de leurs activités. Mais la reprise a démarré à partir du dernier trimestre de cette année et au premier semestre de 2016. Mais en comparaison par glissement annuel, le graphique montre que le secteur des industries enregistrait des pertes en performances depuis le dernier trimestre de 2014. Globalement le premier semestre de 2016 est moins meilleur comparativement à la même période de 2015, il en est de même de la tendance qui est observée au niveau de la branche industrie alimentaire.

Graphique 4: Evolution de l'indice de la production industrielle



Source : données de la DGAE et construction de l’auteur

Maintenant on se rapporte aux chiffres d’affaire pour appréhender comment les industries ont évolué après la chute du naira. Les entreprises de production métallique, travaux métalliques, machines et matériels de transport, les industries agroalimentaires et le commerce ont réagi négativement au mois de juillet 2016 à la baisse du cours du naira. Ces branches ont connu en ce mois une baisse de leur chiffre d’affaire mensuel de 33%, 26% et 17% respectivement. Au mois d’août, le chiffre d’affaire du commerce a encore plongé de 11% ; par contre les entreprises de production métallique, travaux métalliques, machines et matériels de transport, et les industries agroalimentaires ont amorcé une reprise de 23% et 4% respectivement. Les

branches des banques et assurances, et des transports et télécommunications connaissent des alternances de baisse et de hausse depuis mars 2016 (voir tableau 2).

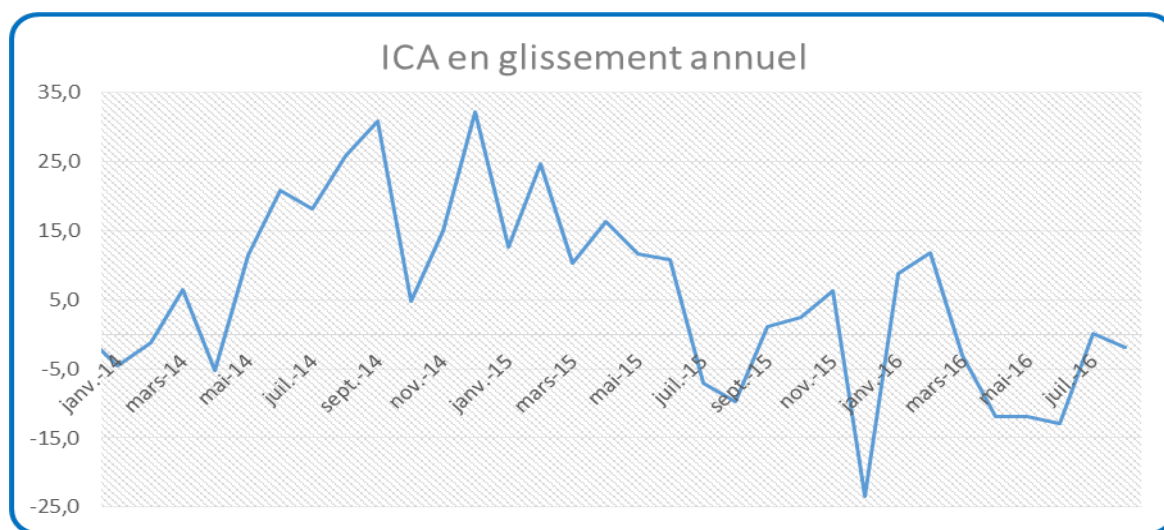
Tableau 3: taux de croissance mensuel du chiffre d'affaire par branche d'activité

	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16
INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	16,3	-8,3	4,5	10,7	-26,0	4,4
PROD METAL, TRAV MET, MACHINES, MAT TRANSP	28,9	-12,5	-14,5	36,6	-32,8	23,2
COMMERCE	-43,3	5,5	10,4	28,9	-16,9	-10,9
TRANSPORTS ET TELECOMS	-13,6	6,6	-12,0	-8,4	21,0	-7,0
BANQUES ET ASSURANCES	-5,4	-5,6	28,7	-18,9	31,1	-20,1

Source : calcul de l'auteur à partir des données de la DGAE

Pour comparer ces tendances à celles de l'année dernière, nous analysons l'indice des chiffres d'affaire en glissement annuel. Comme nous le constatons sur le graphique 5, l'indice du chiffre d'affaire montre une baisse des ventes des entreprises depuis mars 2016 par rapport aux mêmes mois de l'année 2015 ; excepté le mois de juillet où les ventes ont atteint à peu près leur niveau de juillet 2015. Mais en août déjà on constate de nouveau une baisse relative probablement à cause des méventes dues à la baisse du naira. Contrairement à ce qui est attendu, l'industrie agroalimentaire semble se porter plutôt mieux entre juin et août 2016 par rapport à 2015. Les effets négatifs se concentrent surtout dans les secteurs du commerce, des industries cimentières et dans le secteur de l'électricité, eau et gaz (tableau 3). Néanmoins, ces effets semblent s'estomper.

Graphique 5: Glissement annuel de l'indice de chiffre d'affaire



Source : construction de l'auteur à partir des données de la DGAE

Tableau 4: Glissement annuel de l'indice des chiffres d'affaire par secteur

Secteur / Branche	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16
INDICE GLOBAL PROVISoire	-11,9	-12,0	-12,9	0,1	-1,8
<i>INDICE GLOBAL PROVISoire hors BTP</i>	-24,2	-11,4	-9,1	-2,8	-2,2
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-25,5	-12,8	7,2	-20,9	5,2
<i>INDUSTRIES MANUFACTURIERES hors cotonnière et text</i>	-15,3	-15,0	11,6	-12,7	9,7
INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	-50,3	-24,1	21,5	4,8	13,4
INDUSTRIES CIMENTERES	-1,8	-10,2	7,0	-26,6	-9,5
INDUSTRIES METALLIQUES	10,6	8,6	10,6	-10,3	38,3
PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	-18,0	5,1	-55,4	-58,2	-29,8
COMMERCE	-46,7	-35,5	-23,8	-16,3	-16,8
TRANSPORTS, POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	-28,5	5,9	-2,5	25,2	10,4
BANQUES ET ASSURANCES	-34,1	-3,8	16,9	19,0	-4,0

Source : calcul de l'auteur à partir des données de la DGAE

Cette analyse macro ne doit pas perdre de vue l'existence d'entreprises réellement en difficulté.

On peut donner l'exemple de certaines unités de production que nous avons visité.

De façon globale, la situation économique difficile que connaît le Nigéria et qui s'est aggravé avec la dépréciation du Naira sur le marché a des conséquences désastreuses sur la vie des entreprises du secteur formel au Bénin et par ce biais sur l'économie béninoise.

De façon spécifique, des six aciéries que compte aujourd'hui le Bénin⁴ trois ont été interviewées. Toutes sont menacées de disparition pour les raisons suivantes :

- (i) la trop grande ouverture du pays aux importations ;
- (ii) la concurrence déloyale au niveau de la région ;
- (iii) la conjoncture économique interne et externe défavorable ;
- (iv) l'ouverture totale du marché aux autres aciéries sans tenir compte des capacités du marché ;
- (v) et enfin, le manque de cadre d'écoute et de concertation avec les autorités.

⁴ Ces six aciéries sont SIAB, TRANSACIER, SOTA Bénin, AARTI STEEL, MACELEC, l'entreprise chinoise d'acier.

Mais de toutes ces causes, celle qui menace gravement la survie de ces aciéries aujourd'hui est la trop grande ouverture du pays aux importations, notamment celles en provenance du Ghana et du Nigéria devenues très compétitives dans la région en raison de la faiblesse des cours de leurs monnaies respectives. Pourtant, les aciers qui nous viennent de ces pays ne respectent pas les normes de qualité imposées aux producteurs nationaux.

A cause de ces concurrences déloyales, certaines de ces aciéries tournent seulement à 15% de leurs capacités de production, ce qui rejaillit très négativement sur leurs chiffres d'affaire et sur les impôts qu'ils paient à l'Etat. Face à cette situation, si elles ne bénéficient pas d'un meilleur encadrement de l'Etat, ces entreprises envisagent :

- de délocaliser les activités vers les pays qui subissent moins le choc de la baisse du cours du Naira comme le Togo ;
- fermer tout simplement les usines ;
- ou les reconvertir en entreprises commerciales en s'engageant dans la spéculation comme le font aujourd'hui les importateurs indécents ;

La SOBEBRA est elle aussi victime de la concurrence des boissons importées du Nigéria en raison des prix très bas de ces boissons (confère tableau 2 en annexe). La concurrence ici est d'autant plus forte que la frontière Bénin-Nigéria longue d'environ 773 km est totalement poreuse et incontrôlable. Cette importation massive des boissons nigérianes agit négativement sur la vente de la SOBEBRA entraînant une forte baisse des ventes de l'ordre de 28% en juin 2016, de 40% en juillet et août 2016, et de 50% en septembre 2016 par rapport aux mêmes périodes de 2015. Devant cette baisse, la SOBEBRA s'est vue obligée de fermer l'usine de Parakou en septembre 2016 et de restructurer son personnel de Cotonou par une mise au chômage de 125 personnes.

Cette entreprise, si la situation persiste, sera obligée de procéder encore à un nouveau dégraissage de son personnel qui était au départ de 1200 employés et qui se situe aujourd'hui à 380 permanents et 250 occasionnels. Mais ces solutions ne sont que des échappatoires puisque la situation ne peut s'améliorer si on n'a pas un nouveau rapport entre le FCFA, le Naira et le Cedi.

S'agissant du trafic portuaire et de la filière des véhicules d'occasion, on assiste actuellement à leur effondrement qui engendre un mouvement de panique chez tous les acteurs portuaires. En guise d'illustration, le port débarquait par jour plus de 2500 véhicules. Aujourd'hui, ce volume a fortement baissé pour ne plus dépasser 500 par jour. Il arrive des moments où on en enregistre moins de 200 par semaine. La baisse du trafic est amorcée bien avant la baisse drastique du cours du Naira. Cette baisse du trafic n'est pas forcément liée uniquement à la baisse actuelle du cours du Naira. Elle est aussi due à une question de la gouvernance au port de Cotonou. Elle est surtout due à la baisse des achats des véhicules dans les différents parcs de Sémé-Kpodji.

A partir des bordereaux de frais unique (BFU), la vente journalière dans ces différents parcs se chiffrait avant 2016 à environ 800 à 1000 unités. Aujourd'hui cette vente journalière est inférieure à 200 véhicules. Il y a des parcs qui ne vendent même plus, obligeant leurs propriétaires à fermer leurs portes et à mettre le stock d'invendus en dépôt. Cela entraîne le départ massif de ces propriétaires du Bénin.

La baisse du trafic portuaire telle qu'on la vit actuellement est liée à au moins quatre causes : (i) la baisse du pouvoir d'achat au Nigéria ; (ii) la levée des mesures d'interdiction à l'entrée sur certains produits au Nigéria ; (iii) la construction d'un nouveau port au Nigéria et enfin (iv) la baisse du cours du Naira.

2.4.2. Effets sur l'emploi

Face à la détérioration de la situation de certaines entreprises, on a assisté à des mesures de restriction du niveau d'emploi. A titre d'exemple, les fabricants de fer à béton dont les activités ont regressé à plus de 15% entraînant la réduction significative de leurs employés dont le nombre est passé de 802 en 2012 à seulement 270 en 2016. Les travailleurs de la SOBREBRA sont dans la même situation de précarité après la fermeture de l'usine de Parakou ces derniers jours. L'huilerie de Fludor à Cana n'est pas égargnée de la crise ; de même que les pisciculteurs dont une partie de leur personnel a été remerciée. Par ailleurs, la crise des voitures d'occasion rejaille sur celle des activités de pièces détachées et sur l'emploi de près de 5000 jeunes qui servent d'intermédiaires entre les propriétaires et les acheteurs.

Au total, la crise au Nigéria et la dépréciation monétaire qui en résulte ont commencé à agir de manière sensible sur l'économie béninoise. On peut déjà constater l'effet à la baisse qu'il joue sur l'inflation. Mais, on doit surtout retenir les effets néfastes sur le secteur productif, les échanges et les recettes publiques. Concernant le secteur productif, les baisses de performances constatées depuis la fin de l'année 2014 sont probablement plus liées à la crise économique au Nigéria qu'à l'effondrement du naira. Au début de celui-ci, ce sont les industries cimentières et le commerce qui ont le plus réagi fortement à la baisse. Mais les effets se sont estompés pour les industries cimentières à cause de la hausse du prix du ciment au Nigéria. Selon les statistiques dont nous disposons, l'industrie alimentaire est globalement moins impactée qu'attendu, bien que certaines, comme la SOBEBRA, sont particulièrement très secouées. Elle a reçu un choc en juillet 2016, mais cependant même le niveau des ventes reste supérieur à celui de 2015 pour les mêmes périodes. Quant aux recettes douanières, elles sont en baisse depuis le le début de cette année. Cela reflète les effets de la crise économique au Nigéria qui affecte négativement les échanges extérieurs du Bénin. La plongée du naira ne fait qu'empirer les choses.

3. ANALYSE D'IMPACT STRUCTURELLE

3.1. Présentation du modèle

L'instrument utilisé pour analyser les effets sur le cadre macroéconomique est un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) statique. De manière pratique, les équations du modèle sont réparties en quatre blocs d'équations : la production, la demande et les revenus, le commerce extérieur et les prix.

La Production

On distingue la production dans les secteurs administratifs et non administratifs. Pour ces deux catégories de formes fonctionnelles, la production est représentée par une fonction de type Leontief entre la valeur ajoutée et les consommations intermédiaires. La valeur ajoutée est réduite dans le cas des branches administratives au facteur travail.

La valeur ajoutée des secteurs non administratifs est donnée par une fonction de type Constant Elasticity of Substitution (CES) imbriquée, avec au premier niveau une CES entre les facteurs

travail qualifié et non qualifié et au deuxième niveau une CES entre le facteur travail composite et le capital.

La maximisation du profit sous contrainte de la fonction de valeur ajoutée permet d'obtenir les demandes optimales de travail et de capital. Chaque secteur de production utilise des consommations intermédiaires. La consommation intermédiaire totale du secteur est donnée par une fonction Leontief entre les consommations de cette branche en produit des autres branches.

La demande et les revenus

La demande se décompose en demandes des ménages, du gouvernement, d'investissement et en demande de produits intermédiaires. Les fonctions de demandes des ménages sont dérivées de fonctions d'utilité de type LES (Linear Expenditure System).

Le gouvernement consomme la totalité de la production de toutes les catégories de biens administratifs. Les demandes de biens d'investissements sont des parts fixes en valeur. Les revenus des ménages sont composés des rémunérations des facteurs, dividendes et transferts reçus des autres agents. Le revenu des entreprises est composé d'une proportion de la rémunération du capital et des transferts des agents. Finalement, le revenu du gouvernement provient des recettes fiscales et des transferts des autres agents.

Les prix

Les prix internationaux des importations et des exportations considérés dans le modèle sont exogènes et donnés par le marché mondial. Les prix à la production des biens vendus localement où à l'exportation sont des moyennes pondérées de ceux des ventes sur le marché local et ceux des exportations. Les prix des biens composites (production locale et importation) sont des moyennes pondérées des prix des deux composantes. L'indice des prix est un indice des prix de la valeur ajoutée.

Le commerce extérieur

Le commerce extérieur est modélisé suivant l'hypothèse d'Armington (1969) en petite économie ouverte. Les prix mondiaux sont donc exogènes. L'hypothèse d'Armington implique, rappelons-le, que les biens importés sont imparfaitement substituables aux biens produits localement. Ceci signifie que les demandes intérieures portent sur un bien composite qui se décompose en biens domestiques et en biens d'importation. Les demandes d'importation et de biens domestiques sont dérivées d'une fonction CES. L'arbitrage entre la demande de biens domestiques et d'importation dépend alors des prix relatifs de ces biens et des préférences des consommateurs pour ces biens.

Pour les offres d'exportation, le producteur domestique maximise ses revenus tirés des ventes internes et externes sous contrainte d'une fonction à élasticité de transformation constante CET. L'arbitrage entre offrir sa production sur le marché domestique ou extérieur est fonction de l'élasticité de transformation, des prix relatifs et des paramètres de distribution.

La Matrice de Comptabilité Sociale utilisée pour la présente étude est une adaptation de celle élaborée par la commission de l'UEMOA pour l'année 2007. Cette MCS comporte quatre-vingt-dix (90) comptes et se structure de la manière suivante :

- quatre (4) facteurs, notamment le travail qualifié, le travail non qualifié, le capital et la terre ;
- Vingt-et-un (21) agents dont 9 catégories de ménages, 2 comptes de Reste Du Monde (CEDEAO et RDM), un compte de gouvernement et 9 de fiscalité ;
- Vingt-et-un (21) branches dont 7 agricoles ;
- Douze (12) comptes de produits (intérieur et exportation) ;
- Deux (2) comptes d'accumulation : investissement et variation de stock.

Le modèle utilise d'autres paramètres empruntés à d'autres modèles précédents construits pour le Bénin ⁵ :

- élasticité-revenu de la demande de produits,
- propension à épargner,

⁵ L'absence d'estimations économétriques de ces paramètres au Bénin nous a amené à les emprunter à d'autres économies relativement proches ou à la littérature des MEGC.

- élasticité de substitution entre capital et travail,
- élasticité de substitution entre les produits importés et locaux,
- élasticité de transformation entre les ventes extérieures (exportations) et les ventes locales,
- et élasticité de la demande extérieure aux prix relatifs.

Enfin la principale spécificité du MEGC est la spécification de deux catégories du reste du monde. Le modèle distingue, en effet, le Nigeria et le reste du monde autre. Avec cette spécification, on a deux taux de change nominaux : un avec le Nigeria et un second avec le dollar.

Sur la base de ce modèle, il est simulé une baisse du taux de change nominal du Naira de 50%.

Les résultats de cette simulation sont analysés comme suit.

3.2. Effet sur les secteurs productifs et sur les échanges extérieur

L'impact attendu de cette simulation est une contraction de la production locale et du PIB. L'ampleur de la contraction par secteur dépend de son degré d'exposition à la concurrence des produits en provenance du Nigéria.

Les résultats des simulations, contenus dans le tableau 5, confirment bien la tendance à la contraction. De manière globale, la production baisse de 3,54%. C'est le secteur industriel qui est le plus affecté (-5,14%) et plus particulièrement les celui des industries autres que l'agro-industrie (-22,17%). Dans le secteur agricole, ce sont les produits de l'agriculture industrielle (-8,35%) qui subissent le plus les effets néfastes de la mesure simulée.

La somme des valeurs ajoutée s'inscrit aussi dans la même logique puisqu'elle baisse de 4,09%.

S'agissant des importations, ce sont celles qui proviennent du Nigéria qui augmentent le plus (+218,16%). Les importations en provenance du reste du monde sont, quant à elles, plutôt en baisse (-42,48%).

Tableau 5 : Effet sur les échanges extérieurs et la production

SECTEUR	Production	Importation			Exportations		
		NIGERIA	AUTRES	TOTAL	NIGERIA	AUTRES	TOTAL
AGRICULTURE	-0,79	984,47	3,48	15,11	-20,32	104,4	-5,3
MAIS	-2,27	1090,7	5,24	11,17	-5,13	168,33	-2,51
RIZ	2,25	1076,03	3,95	10,73	-11,42	150,55	0,44
AAGV	2,03	1089,37	5,13	11,66	-3,04	174,24	0,77
AGI	-8,35	899,26	-11,68	47,38	-28,77	101,46	-7,03
INDUSTRIE	-5,14	470,68	-47,78	-7,77	-54,2	29,55	10,66
Agro-Industrie	15,57	532,07	-44,13	-39,38	-54,2	29,55	10,66
Autres Industries	-22,17	470,68	-49,56	5,26	-68,49	-10,87	-20,81
Eau et Electricite	-33,45	20,67	-89,33	20,44	0	0	0
SERVICE PRIVE	-5,08	71,89	-30,89	-0,1	-26,52	107,84	-7,57
Commerce	-3,67	0	0	0	0	0	0
Construction	0,45	-1,22	-65,08	-1,36	0	0	0
Autres services	-8,22	95,83	-30,76	-1,16	-29,25	100,12	-11
Aiministration Publique	3,82			-41,02			58,02
ENSEMBLE*	-3,54	218,16	-42,48	-4,87	-35,22	10,82	-8,43

Source : Résultat des simulations

La dépréciation du Naira réduit le volume des exportations vers le Nigeria qui baisse de 35,22%. Malgré l'augmentation des exportations vers le reste du monde (+10,82%), les ventes à l'étranger connaissent une contraction non négligeable (-8,43%).

3.3. Effet sur l'inflation et les revenus des ménages

Par rapport à la situation avant la dépréciation, les prix des produits en provenance du Nigéria exprimés en monnaie nationale s'inscrivent dans une logique de baisse. Dans ces conditions, on s'attend à une baisse du niveau général des prix dont l'ampleur dépend du poids desdits produits dans l'offre.

Le tableau 6 qui donne les effets sur les prix et permet de se rendre compte de la chute du niveau général des prix de 2,87%. Cette baisse est la résultante de la contraction de 1,50% du prix des produits agricoles et de celui des produits industriels de 0,66%.

Tableau 6 : Effet sur les prix à la consommation

SECTEUR	PRIX A LA CONSOMMATION
AGRICULTURE	-1,5
MAIS	-1,43
RIZ	-1,12
AAGV	-1,33
AGI	-2,31
INDUSTRIE	-0,66
Agro-Industrie	3,52
Autres Industries	-3,75
Eau et Electricite	2,51
SERVICE PRIVE	0,15
Commerce	0,01
Construction	-2,07
Autres services	1,11
Aiministration Publique	-31,76
ENSEMBLE*	-2,87

Source : Résultat des simulations

Par ailleurs, l'effet sur les conditions de vie des ménages est mitigé. En effet, la baisse du prix des biens de consommation est compensée par la chute du revenu nominal des ménages (-6,00%) et de la consommation des ménages (-5,51%) comme le tableau 7 le montre. Il en résulte donc qu'une partie importante des ménages sort globalement perdant de cette situation. Cela se comprend en effet, car la baisse du revenu ne leur permet pas de bénéficier pleinement de la baisse signalée des prix.

Tableau 7 : Effets sur les ménages

Variation	%
Revenu nominal des ménages	-6,00
Epargne	-5,85
Consommation des ménages	-5,51

Source : Résultat des simulations

3.4. Effet sur les recettes

L'effet attendu est une contraction des recettes publiques.

Le tableau 8 donne pour chaque catégorie de taxe, la proportion de baisse qui lui correspond.

Tableau 8 : Variation des recettes fiscales

	TVA	Taxes à l'exportation	Taxes à l'importation	Taxes directes Ménages	Taxes directes Firmes	AUTRES	TOTAL
Variation (%)	-12,3	-14,1	-11,9	-27,8	-8,9	-9,3	-13,6

Source : Résultat des simulations

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les analyses qui viennent d'être faites tant du point de vue qualitatif que quantitatif de l'impact du naira sur l'économie béninoise attestent des effets négatifs du flottement de la monnaie nigériane sur l'économie béninoise. Presque tous les indicateurs économiques réagissent négativement à cette baisse de la valeur du naira, excepté le taux d'inflation. La concurrence de plusieurs produits nigériens de forte consommation est en train de détruire des pans entiers de l'économie béninoise, influençant très négativement la situation de l'emploi et des recettes de l'Etat.

Toutefois, la morosité économique que connaît actuellement le Bénin n'est pas seulement due à l'effondrement du naira. Celle-ci se faisait sentir deux ans au paravent par la baisse des recettes douanières enregistrée depuis 2014. Elle est due à cette époque à la rigueur des réformes économiques engagées au Nigéria, à l'interdiction de d'y faire rentrer les produits de réexportation en provenance du Bénin, aux effets de l'application du TEC de la CEDEAO en janvier 2015 et à la baisse des performances économiques du Nigeria suite à la chute du cours des produits pétroliers. La crise actuelle de la monnaie nigériane n'a fait qu'accentuer le phénomène qui risque de perdurer et de se stabiliser dans le temps.

La principale conclusion à tirer de cette crise est la nécessité pour le Bénin de repenser autrement les bases de son économie qui repose jusqu'ici sur les orientations suggérées par les institutions internationales pour mieux lutter contre la pauvreté et asseoir la bonne gouvernance. Ces mesures économiques d'ordre général et suggérées à tous les pays de l'Afrique de l'Ouest ne fonctionnent plus bien.

En effet, elles ne favorisent pas la complémentarité des économies régionales. Au contraire, elles entraînent une forte concurrence entre les Etats de la région dans les secteurs agricole (exemple du coton), des transports (exemple des ports et des compagnies aériennes), de la télécommunication (exemple de l'installation des opérateurs de GSM) et des industries pour ne citer que quelques exemples (brasseries, cimenteries et des usines agroalimentaires).

Cette économie de concurrence révèle au grand jour la fragilité des bases de l'économie béninoise dans la mesure où les conditions de cette concurrence ne sont pas les mêmes d'un

pays à un autre en raison de l'inégalité des ressources de développement comme les ressources naturelles, humaines, techniques et financières.

Face à la situation de crise actuelle, le Bénin doit donc envisager son économie autrement en se débarrassant des secteurs de concurrence pour s'orienter vers des réformes économiques de complémentarité. Mais en attendant, le Bénin doit prendre des mesures vigoureuses pour mieux protéger les secteurs vitaux de l'économie contre la concurrence nigériane en protégeant ses corridors frontaliers contre certains produits nigériens malgré la longueur de la frontière. L'Etat doit rassurer les principaux opérateurs économiques en engageant des dialogues sur l'avenir de leurs entreprises à partir des mesures qu'il entend prendre pour mieux les protéger contre la fraude. L'Etat doit aussi réfléchir à de nouvelles alternatives par rapport à l'option libérale en vogue depuis la fin du régime révolutionnaire.

L'expérience montre qu'à part quelques multinationales qui sont installées et qui sont regroupées au sein du CIPB, très peu d'opérateurs économiques béninois disposent aujourd'hui de moyens financiers suffisants et d'expertise technique avérée pour se substituer à l'Etat. Ces remarques signifient que la politique de désengagement total ou partiel de l'Etat des secteurs vitaux de l'économie mérite d'être repensée. Enfin, l'Etat béninois doit pouvoir réfléchir à d'autres alternatives de l'ancrage de son économie à celle de son voisin de l'Est. Cet ancrage passe nécessairement par le règlement négocié de la parité du franc CFA avec le naira.

Au vue de ces différentes conclusions, l'équipe des consultants formule les recommandations suivantes axées sur six points principaux.

Premièrement, continuer dans la logique de la prise de mesure visant à réduire la contrebande sur les produits nigériens. Une telle mesure doit en principe réduire l'exposition des entreprises béninoises à la concurrence déloyale des produits étrangers et plus particulièrement ceux du Nigeria.

Deuxièmement, le Bénin doit mettre en place des ressources pour appuyer, restructurer et mettre à niveau des entreprises béninoises victimes de situations de concurrences subites ou déloyales.

Troisièmement, par rapport aux réformes structurelles de l'économie, l'Etat doit pouvoir mettre sur place une commission de cinq à dix experts pour réfléchir aux stratégies à court, moyen et long termes du développement national.

Quatrièmement, en attendant que cette équipe se mette en place, le groupe des consultants suggère qu'au développement du coton soit associé un secteur vivrier dynamique capable de réaliser l'autosuffisance alimentaire et de répondre à la demande nigériane, notamment à la demande des six Etats limitrophes du Bénin que sont Lagos, Ogun, Oyo, Kuara, Naja et Kibi. Le développement du secteur agricole doit être complété par des chaînes de valeurs des industries agroalimentaires innovantes. Pour y arriver, il convient de réfléchir et d'identifier des secteurs opportuns à développer et que l'Etat donne des orientations assez claires en la matière en lieu et place d'une trop grande liberté accordée aux entreprises étrangères qui arrivent avec leurs propositions acceptées sans aucune analyse critique même si celles-ci ne sont pas conformes aux exigences du marché comme c'est le cas actuellement des aciéries.

Cinquièmement, le groupe des consultants propose que l'on décourage la réexportation devenue un secteur à risque pour l'économie en dépit de ses avantages ; et que les acteurs qui sont engagés de longues dates dans cette réexportation, soient organisés et reconvertis vers les chaînes de valeur industrielles (agrobusiness, manufacture, rénovation de l'artisanat, etc.).

Sixièmement, dans la perspective d'une économie de complémentarité, l'Etat doit accorder une place à l'économie de service pour devenir un véritable pôle dans la région. Les services pour lesquels le Bénin peut devenir complémentaire du Nigéria sont ceux relatifs aux infrastructures sanitaires de qualité, à une éducation de pointe en érigeant des centres scolaires et universitaires de référence pour les fonctionnaires internationaux (en l'occurrence la CEDEAO) qui sont si nombreux au Nigéria. L'Etat doit aussi promouvoir un système bancaire innovant, un service de télécommunication et des TIC qui fera du pays un des quartiers numériques de l'Afrique. Ce sont ces changements qui permettront au Bénin de tirer pleinement profit du marché nigérian.

Au total, l'Etat doit penser à une autre manière de régler de façon durable la question de la monnaie. Le Bénin devrait s'engager dans la voie d'une réforme de la parité entre le franc CFA, le naira et le cedi ghanéen en mobilisant à sa cause le Togo, le Ghana, le Nigéria et le Niger qui sont eux aussi victimes de la crise du naira. Cette mobilisation doit concerner une

réelle discussion avec ses partenaires au sein de l'UEMOA pour négocier les conditions d'une zone monétaire particulière de parité de change à définir entre le franc CFA et le naira. Avant le Bénin, d'autres pays avaient rencontré les mêmes problèmes de parité monétaire. C'est le cas de la France et l'Allemagne avant la création de l'euro, c'est le cas actuellement de l'Angola avec les Etats de la CEMAC, du Singapour et de la Malaisie, des Etats-Unis avec le Mexique. Ces recommandations nous paraissent inévitables, notamment par rapport au nouveau régime qui doit se saisir de la crise actuelle pour profondément marquer de son empreinte l'avenir de ce pays.

ANNEXES

Annexe 1 : Résultat de l'estimation économétrique de la cointégration des taux de croissance des deux économies

Vector Error Correction Estimates

Date: 09/18/16 Time: 10:27

Sample (adjusted): 1962 2015

Included observations: 54 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CointEq1		
LB(-1)	1.000000		
LN(-1)	-0.523617 (0.04667) [-11.2204]		
DU(-1)	1.140046 (0.11714) [9.73251]		
C	-8.833043		
Error Correction:	D(LB)	D(LN)	D(DU)
CointEq1	-0.165627 (0.08086) [-2.04841]	0.326279 (0.16495) [1.97803]	-0.181432 (0.09418) [-1.92651]
D(LB(-1))	-0.131656 (0.14190) [-0.92783]	0.180199 (0.28948) [0.62250]	0.215357 (0.16527) [1.30303]
D(LN(-1))	0.139022 (0.06887) [2.01857]	-0.027962 (0.14050) [-0.19902]	0.077892 (0.08022) [0.97101]
D(DU(-1))	0.197564 (0.13503) [1.46307]	0.038858 (0.27548) [0.14106]	0.033589 (0.15728) [0.21356]
C	0.066497 (0.01972) [3.37198]	0.077415 (0.04023) [1.92426]	-0.039915 (0.02297) [-1.73775]

R-squared	0.202349	0.131914	0.104868
Adj. R-squared	0.137235	0.061050	0.031796
Sum sq. resids	0.647607	2.695235	0.878556
S.E. equation	0.114963	0.234531	0.133902
F-statistic	3.107593	1.861507	1.435131
Log likelihood	42.81060	4.309780	34.57574
Akaike AIC	-1.400393	0.025564	-1.095398
Schwarz SC	-1.216227	0.209729	-0.911233
Mean dependent	0.066344	0.086652	-0.018519
S.D. dependent	0.123769	0.242035	0.136083

Determinant resid covariance (dof adj.)	1.03E-05
Determinant resid covariance	7.68E-06
Log likelihood	88.09563
Akaike information criterion	-2.596134
Schwarz criterion	-1.933140

Annexe 2 : Tableaux sur le commerce transfrontalier

Tableau 9: Relevés des prix*

			Unité	Sèmè-Kraké	Owodé	Ifangni-Igolo	Kétou-Ilara
Boissons							
		eau	emballage de 12 bouteilles	1000F	700F	1200F	1120F
		yaourt	emballage de 24 bouteilles	2000F	1760F		
		bière (béninoise)	casier	6000F			
		Golden	casier	1007 naira = 1304F	3200F		
		Star	emballage de 12 bouteilles		3500F		
		Gulder star			5200F		
		Coca-colas nigérian		casier	1700F		1680F
		fanta nigérian					1680F
		Malta	emballage de 12 bouteilles		3200F		
		Maltina			2100F		2080F
		malta Gold	casier			3500F	
		pepsi				2000F	
		Golberg	casier			3360F	2640F
		sprite nigérian	emballage de 12 bouteilles		1700F		
		"3-3	emballage de 12 bouteilles				2880F
		heinecken	casier				3825F
		canettes					
		Belta Malt			4700F		
		Origin			5200F		
		Chi-Malt			5200F		
		Amstel Malta			5200F		
		Star			5200F		2480F
		Gulder					5120F
		"3-3			4700F		4480F
		heinecken					4080F
		sucreries		5000F			1600F
Autres produits alimentaires							
		semoule	Kg			350F	
Matériaux de construction							
		ciment nigérian	tonne	63000F		60000F	69000F
		ciment béninois	tonne			69000F	65000F
		tuile	* 20 feuilles			30000F	

* Les vides du tableau sont dus au fait que les produits ne se trouvent pas tous partout

Tableau 10 : Relevés de quantités

Postes contrôlés			
Produits	Savè-Moka	Ketou-Illara	Igolo-Ifangni
Bière (toute catégorie confondue) en casier	4 900	16 000	27 125
Sucrierie en casier	1 750	10 000	15 150
Essence en fûts de 200 l	2 950	2 856	
Essence en bidon de 25l	2 900		
Ciment en tonnes		150	596
Tuiles en paquets de 20			8 666
Tissus en pièces			8 900
Moto en unités			412

Sources : *Savè-Moka* : données issues de l'observation au poste frontalier de Moka par l'équipe d'Akande Robert

Ketou-Illara : données issues de l'observation de l'équipe de M. Ogountadé Iranladé Placide, commerçant de produits vivriers à Kétou

Igolo-Ifangni : données issues de l'observation de l'équipe de M. Akpata Joseph, ancien maire d'Ifangni et son équipe